



PROCÈS-VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL
DU 16 DECEMBRE 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le seize décembre, les membres du Conseil Municipal de la Commune de SAINT AMAND SUR SEVRE, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire à 18h30, à la Mairie de SAINT AMAND SUR SEVRE, sous la Présidence de Madame Sylvie BAZANTAY, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 décembre 2024.

PRESENTS : Mme BAZANTAY Sylvie, Maire, Mr BERNARD Christian, Mr BOISSONNOT André, Mme BOURASSEAU Natacha, Mr CHAILLOU Laurent, Mr COUTANT Mathieu, Mr DRAPEAU Antoine, Mme ECHASSERIAU Viviane, Mme HERAULT Béatrice, Mr HUVELIN Benjamin, Mme HUVELIN Sylvia, Mr REVAUD Mickaël, Mme SOULARD Anne, Mme TURPEAU Danick.

ABSENTE EXCUSÉE : Mme MURZEAU Loren.

Mr REVAUD Mickaël a été élu secrétaire de séance, conformément à l'article L.2121-15 du Code des Collectivités Territoriales.

ORDRE DU JOUR :

- 1) Décisions du Maire prises dans le cadre des délégations.
- 2) Modification du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) – (*Prise en compte cadre d'emploi des rédacteurs et modalités de maintien en cas d'indisponibilité physique*).
- 3) Protection sociale complémentaire – risque prévoyance : Modification du montant de la participation employeur.
- 4) Avenant n°1 à la convention d'adhésion à la Centrale d'achat du Centre de gestion des Deux-Sèvres.
- 5) Adhésion au Marché d'Accompagnement en qualité de Délégué à la Protection des Données dans le cadre du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) - Centre de gestion des Deux-Sèvres.
- 6) Acquisition de la parcelle BC 533 : Indemnité d'éviction et conditions de mise à disposition du terrain à l'exploitant.
- 7) Questions diverses.

Approbation du procès-verbal de la séance du 25 novembre 2024 et désignation du secrétaire de séance.

Le procès-verbal de la réunion du 25 novembre 2024 est approuvé à l'unanimité.

Mr Mickaël REVAUD a été élu secrétaire de séance, conformément à l'article L.2121-15 du Code des Collectivités Territoriales.

Décisions de Mme le Maire prises dans le cadre des délégations.

Mme le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions prises en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

DELEGATION RELATIVE A LA PASSATION DE MARCHES PUBLICS INFÉRIEURS A 15 000 € HT :

➤ **Décision n° 2024-055 du 02/12/2024 :**

Achat d'une jardinière – **SEMIO** (Valence – 26002) : **1 305,82 € TTC** (1 088,18 € HT)

➤ **Décision n° 2024-056 du 02/12/2024 :**

Achat module complémentaire pour autolaveuse – **REMA Ouest** (Nantes – 44337) : **254,80 € TTC** (212,33 € HT)

➤ **Décision n° 2024-057 du 02/12/2024 :**

Achat de sèche-mains pour la salle multi-activités - **YESSS ELECTRIQUE** (Bressuire -79300) : **2 049,10 € TTC** (1 707,58 € HT)

➤ **Décision n° 2024-058 du 02/12/2024 :**

Achat de panneaux de rue – **SIGNAUX GIROD** (La Vergne – 17400) : **1 404,10 € TTC** (1 170,08 € HT)

➤ **Décision n° 2024-059 du 02/12/2024 :**

Achat d'un poste à souder – **MARTIN HEULIN** (Cholet – 49300) : **540,50 € TTC** (450,42 € HT)

➤ **Décision n° 2024-060 du 02/12/2024 :**

Achat de matériel pour la capture d'animaux - **Clinique vétérinaire des 2 rivières** (Mauléon – 79700) : **701,64 € TTC** (584,70 € HT)

➤ **Décision n° 2024-061 du 10/12/2024 :**













Achat de chocolats pour personnes plus 80 ans - **ALBERT CHOCOLATIER** (Les Herbiers – 85500) : **582,49 € TTC** (552,12 € HT)

➤ **Décision n° 2024-062 du 10/12/2024 :**

Raccordement au réseau fibre de la salle multi-activités – **VIST AND COM** (Le Mans – 72100) : **1 421,60 € TTC** (1 705,80 € HT).

Délibération n° 2024-073 : Modification du Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (I.F.S.E.) et (C.I.A).

Le conseil municipal,

-  Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
-  Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L 712-1 et L712-2, L 713-1, L714-1 et L714-4 à L714-8
-  Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,
-  Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
-  Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,
-  Vu le décret n°2024-641 du 27 juin 2024 relatif au régime de certains congés pour raison de santé des fonctionnaires et des agents contractuels de l'Etat,
-  Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
-  Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
-  Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application au corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
-  Vu les annexes du décret n°91-875 du 6 septembre 1991
-  Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014
-  Vu la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, dans la fonction publique de l'Etat